

La Suisse et l'Union européenne
8^e séminaire sur les relations entre la Suisse et l'Union européenne
Foraus et Geneva Graduate Institute (IHEID)

En présence de Pascal Couchepin, ancien président de la Confédération et Yves Rossier, ancien ambassadeur de Suisse en Russie

Intervention de Marie-Claude Sawerschel

La position que le Conseil fédéral a décidé de prendre envers la Russie est spectaculaire. C'est du jamais vu dans l'histoire suisse que notre pays reprenne l'intégralité de sanctions non décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU et qui plus est, s'engage à une reprise dynamique de sanctions économiques ultérieures qui pourraient être prises par l'Union européenne.

La première fois que la Suisse prend des sanctions contre une grande puissance européenne qui détient l'arme nucléaire et qui dispose d'un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU.

Le Conseil fédéral avait-il vraiment le choix ? Non La pression de l'UE, (qui bat froid la Suisse) celle des EU qui a déjà fait plier la Suisse à plusieurs reprises sur des objets fondamentaux (le secret bancaire pour ne citer que celui-là) et l'émotion de la population suisse n'ont pas laissé le choix à notre gouvernement de ne pas reprendre les sanctions décidées par l'UE.

Cette décision constitue-t-elle un changement radical d'orientation de politique étrangère ?
Non Le droit à la neutralité n'est pas touché par cette décision. Un pays neutre ne doit pas permettre aux troupes des belligérants de traverser son territoire, par la terre, les airs ou les mers. Il ne doit pas non plus avantager l'une des parties en lui livrant des armes (ou alors il doit livrer pour un montant égal à la partie adverse). Enfin, un pays neutre ne doit pas participer à un blocus qui est assimilable à un acte de guerre. Tout ce qui n'est pas interdit spécifiquement est permis. Les sanctions sont des outils de politique étrangère qui n'ont rien à voir avec la neutralité. La Suisse peut souverainement décider de cesser de commercer certains produits avec un pays. Il ne s'agit pas là d'une violation de son devoir de neutralité.

Ce n'est pas la première fois que la Suisse prend des sanctions à l'égard d'un pays. Elle l'avait déjà fait en 2011, en s'alignant sur les sanctions européennes à l'encontre de l'Iran (affaire de l'enrichissement illicite). Elle l'avait aussi fait en 1990 à la suite de l'invasion par l'Irak du Koweït. L'affaire des sanctions à l'égard de la Russie ne constitue donc pas une première pour la Suisse.

Dans le cas d'espèce, l'Ukraine, un pays souverain et aux frontières unanimement reconnues depuis 1991 (y compris par la Russie, voir mémorandum de Budapest en 1994), a été agressé et envahi par un autre pays à la suite d'une opération militaire sanglante. Il s'agit d'un crime contre la paix, particulièrement cruel, une première depuis 1945 en Europe. Or, cette violation crasse des règles fondamentales du droit international appelle à une réaction des autres pays et particulièrement de ses voisins. En effet, sans le respect de ces règles, nous ouvrons la voie à la politique du fait établi, de la canonniers, du plus fort. La Suisse pas plus que les autres pays membres de Nations Unies qui ont décidé d'abolir la guerre entre eux, ne peut tolérer ce retour à la loi de la jungle. Au-delà des considérations juridiques (et morales), un petit pays comme la Suisse ne peut pas sortir gagnant d'une nouvelle donne où les États en reviendraient à la violence pour régler leurs différends. Pour nous, plus que pour beaucoup d'autres États, les règles impératives du droit international constituent une protection, une garantie que notre territoire demeurera inviolé face à des grandes puissances de plus en plus agressives. Il est donc vital que la Suisse marque une désapprobation forte face à ce qui se passe en ce moment en Ukraine.

Notre politique de neutralité, à savoir l'ensemble des mesures que nous prenons pour garantir la crédibilité de notre neutralité a beaucoup évolué avec le temps : Avant 1990, nous n'avons jamais vraiment pris de sanctions. Entre 1990 (avec l'invasion du Koweït par l'Irak 2003) nous avons commencé à le faire en nous tenant strictement aux décisions du Conseil de sécurité de l'ONU parce que l'ONU promeut un ordre juridique fondé sur le Droit des gens (C'est cette opposition entre Droit international et vote des citoyens suisses qui provoque des remous autour de la notion de neutralité)

Dès 2003, nous nous sommes mis à appliquer, en plus, les mêmes sanctions que nos principaux partenaires. (Iran, Libye) pas toujours dans un premier temps, d'ailleurs.

Pendant près de 30 ans, le CF nous a expliqué, par exemple, qu'une adhésion à l'ONU était contraire au principe de neutralité. Or, après un premier refus en 1986, les Suisses ont accepté d'y entrer en 2002. Au jourd'hui, nous devenons membre du Conseil de sécurité de cette même instance. C'est la preuve que le concept même de neutralité et la politique afférente n'est pas figé, décidé une fois pour toutes, mais qu'elle se définit au contact des événements du monde extérieur et de ses aléas. Ce que nous devons faire ? Continuer à évaluer la situation et modifier les sanctions (qui doivent être réversibles) Réévaluer nos besoins en sécurité (pas seulement la défense du territoire, mais également les cyber-attaques ; nous rapprocher de l'UE sur les questions de planification stratégiques Réfléchir au rôle que nous pouvons jouer pour définir une neutralité dans le virtuel (comme la Croix rouge l'a fait dans le réel).